

COMPTE RENDU DE LA RENCONTRE AVEC FRANÇOIS HOLLANDE

Rapporteure : Valérie Rabault

La FFE a ouvert sa Convention Fédérale 2005 par un débat avec François Hollande, Premier Secrétaire du PS, qui a passé un peu plus d'une heure avec la FFE.

Intervention de François Hollande

Français à l'étranger – FFE

François Hollande a ouvert la Convention en indiquant qu'il serait intéressant que la FFE soit plus associée au niveau national (plusieurs options pourraient être envisagées, un secrétariat national ou encore une place au Conseil National).

Outre cette représentation au sein du parti, il évoque ensuite plusieurs des freins actuels à une bonne représentation des Français à l'étranger :

- (i) la participation en tant que tel. Il estime nécessaire de trouver une réponse, éventuellement via le vote à distance ou le vote par correspondance (après avoir toutefois rappelé qu'il a été supprimé).
- (ii) la représentation des Français au Parlement. Il propose une amélioration du mode de scrutin actuel pour l'élection des sénateurs. Quant à l'Assemblée nationale, il fait le constat d'un vide de représentation pour les Français à l'étranger.
- (iii) l'AFE. Il propose de la transformer en un établissement public.

François Hollande rappelle la précieuse intervention des sections sur nombre de sujets : il indique avoir été alerté par la FFE de la crise en Côte d'Ivoire, tant par la section de la Côte d'Ivoire que celles des pays voisins. , il précise avoir reçu des informations sur la situation au Proche Orient. Il note enfin que la FFE a joué un rôle important dans le débat sur la Constitution européenne.

Situation actuelle de la France

François Hollande s'adresse ensuite aux camarades FFE en tant que Socialistes français en dressant un bilan de la situation de notre pays, qu'il qualifie de très grave : précarité en augmentation, explosion du chômage, détérioration de la compétitivité économique de la France, crise morale profonde en France. Il relève que paradoxalement cette situation peut nous conduire à d'autres 21 avril : il nous explique avoir longtemps cru que l'ampleur du choc du 21 avril 2002 allait faire croître l'esprit public. Or il note aujourd'hui que la droite a tout intérêt à cette désintégration de la société, au repli communautariste entretenu entre autres par Sarkozy. Dans ces conditions, 2007 sera difficile. Ceci ne signifie bien sûr pas qu'il faille renoncer à un projet courageux.

François Hollande estime qu'en 2007, le rejet de la droite devrait être important. En revanche qu'en sera-t-il de l'extrême droite ? Il peut y avoir une tentation à droite de créer une fausse alternance. C'est d'ailleurs ce que fait Sarkozy en cherchant à apparaître différemment.

Accord programmatique avec les autres partis de gauche

Pour ce qui concerne la gauche, François Hollande estime que la seule solution consiste à rassembler. Il n'y a pas d'autre solution pour le PS. Mais on se doit d'être lucide : une partie de l'extrême gauche ne veut pas gouverner avec nous.. Il va nous falloir définir un accord programmatique (ce qui n'avait pas été le cas en 1997, et ce dont Lionel Jospin a souffert entre

1997 et 2002). Le rassemblement ne pourra se faire que sur une ligne socialiste, mais pour cela il faut un PS fort.

Projet des Socialistes

François Hollande précise que c'est par le projet que nous allons pouvoir convaincre. Il note qu'aujourd'hui il n'y a pas au sein du PS une personnalité dont le seul rayonnement nous permettrait d'arriver à la victoire. Pour élaborer ce projet, il va nous falloir être sélectif dans nos priorités : si nous faisons la somme des revendications de tout le monde, nous n'aurons rien réglé. Parmi les priorités qu'il voit, il y a l'emploi et la croissance, l'éducation, la société écologique, la protection de la santé, la rénovation du champ démocratique. Les instruments qui permettront d'y parvenir sont la fiscalité, nos institutions et les outils de protection sociale. François Hollande estime nécessaire de créer des sociétés de financement public qui permettront de lever de l'épargne (car pour maintenir EDF et la SNCF dans le giron public, il faut être en mesure de leur donner des moyens financiers).

Calendrier du parti

François Hollande aborde ensuite le calendrier interne au Parti : au printemps 2006 seront désignés les candidats pour les législatives. La désignation du candidat à l'élection présidentielle se fera au 2nd semestre 2006. Sur ce sujet, il estime qu'une désignation trop précoce nuirait au candidat. Il rappelle que pour la présidentielle de 1981, Mitterrand avait fait connaître ses intentions en novembre 1980 et avait été désigné en janvier 1981, et que pour celle de 1988, il s'était déclaré en mars. Pour l'élection de 1995, il estime en revanche que la désignation en janvier de Lionel Jospin était un peu tardive.

Ambiance dans le parti

François Hollande finit son intervention en abordant l'ambiance dans le parti. Il estime qu'il s'est passé quelque chose de grave pendant le référendum : « ceux qui avaient demandé le référendum interne auraient dû nous dire qu'ils ne le respecteraient pas ». Il relève que c'était la 1^{ère} fois que des Socialistes étaient face à face dans une campagne nationale.

Il note qu'il n'y a d'avenir pour le PS que si nous sommes capables de dépasser le clivage « oui / non ». Il indique que sur cette question il va aussi falloir sortir de l'Europe de la situation dans laquelle elle se trouve et que dans la période actuelle les marges de manœuvre sont limitées. Il relève qu'on peut ne pas être d'accord avec Tony Blair, mais que ce dernier est tout de même en position de leadership, notamment depuis son élection pour un troisième mandat.

François Hollande indique en conclusion qu'il va falloir que nous soyons intraitables sur la question du choix des candidats : une fois ceux-ci désignés, ils devront être soutenus par tout le Parti. Il trouve inadmissible la situation actuelle en Meurthe et Moselle [A Nancy, un candidat socialiste s'est présenté face au candidat désigné par les militants PS].

Questions des camarades de la FFE à François Hollande

Les camarades suivants ont adressé des questions à François Hollande : Jacques Gérard, Jean-Yves Leconte, Jean-Daniel Chaoui, Jean-Pierre Fournier, Victoiria Acin (Costa-Rica), Richard Yung, Valérie Rabault, Théo Chino, Nicole Fondeneige (Bruxelles), Philippe Lazerme, Jean-Pierre Vauchelle (Dakar), Stéphane Séjourné ; Catherine Maestracci (Casablanca)

François Hollande a regroupé ses réponses selon les grandes thématiques abordées :

(i) Français à l'étranger

Pour le projet, François Hollande nous demande de hiérarchiser nos priorités. Il rappelle que le projet ne peut pas être une somme de revendications, certes légitimes.

(ii) Europe

François Hollande s'interroge sur la manière dont on a conduit l'élargissement (question soulevée par Jean-Yves Leconte). Il estime que sur cette question, nous n'avons pas été très bons. Il rappelle que François Mitterrand avait d'abord suggéré l'idée d'une confédération avec les nouveaux entrants. Cette idée a été refusée, à partir de là, on ne pouvait pas proposer autre chose aux anciens pays de l'Est qu'une intégration complète. Il indique qu'en revanche nous n'avons pas suffisamment pesé pour que des budgets soient dégagés pour l'élargissement. Sur ce point, nous aurions dû plus peser au moins en tant que parti (à l'époque où cette question a été tranchée, nous étions au gouvernement en période de cohabitation ce qui était plus difficile). Quant à nos relations avec les partis socialistes des pays entrants, il est vrai que nous n'avons pas suffisamment œuvré. Ceci provient aussi de la structure des partis de gauche en Pologne par exemple.

Concernant le Parti Socialiste Européen (PSE), François Hollande indique qu'il y a eu un moment durant lequel il y a eu une vraie confrontation entre l'idée de la 3^{ème} voie et l'approche protégée par Lionel Jospin. Il note que le PS français avait quelques alliés : les Belges, les Italiens, un peu les scandinaves, et ce essentiellement grâce aux mesures du gouvernement Jospin qui ont abouti à quelques réussites (emplois jeunes, baisse du chômage, etc.). En 2002, le PS a perdu, puis Tony Blair et Schroeder ont gagné, ce qui a inversé le rapport de force au sein du PSE. En dépit de son soutien à George Bush qui l'a un peu affaibli au sein du PS, Tony Blair reste toujours une référence au sein du PSE.

(iii) 29 mai 2005

Plusieurs questions ont été posées sur les conséquences à en tirer. François Hollande reconnaît qu'à l'évidence une majorité de gauche ne s'est pas retrouvée dans nos positions. Il estime toutefois que nous n'avons pas eu tort d'appeler à voter « oui ». En revanche, nous n'avons pas su faire prévaloir notre point de vue. Il note que les catégories populaires avaient déjà voté « non » à Maastricht et que le changement provient d'une partie des classes moyennes.

La question qui se pose aujourd'hui selon lui est « avec qui ré orienter l'Europe » ? Comment convaincre nos concitoyens de l'utilité de l'Europe, qui aujourd'hui n'est plus vécue comme un avantage.

(iv) Préparation du congrès

Plusieurs camarades se sont étonnés de la précipitation avec laquelle était organisé le prochain congrès. François Hollande rappelle que le congrès aurait dû se tenir au printemps 2006. Si on avait attendu jusque là, le risque était de voir le Parti se concentrer plus sur la préparation du congrès plutôt que sur celle du projet. Il note par ailleurs que subir pendant plusieurs mois les petites phrases qui ont volé pendant les deux mois de l'état n'était pas tenable. Donc il était urgent de redonner la parole aux militants. Il relève enfin qu'il n'y a pas de temps à perdre pour l'élaboration de notre projet.

(v) Politique économique

Plusieurs camarades se sont interrogés sur notre projet en matière de croissance, de pouvoir d'achat et de réduction du chômage.

François Hollande estime que le taux de croissance ne doit plus être le seul indicateur utilisé pour orienter les politiques publiques et qu'on aurait intérêt à se référer à d'autres indicateurs et à communiquer dessus (taux de pauvreté, % de salariés pauvres, etc.).

Concernant la concurrence, il se dit d'accord avec la suggestion faite dans une question de définir dans notre projet une politique de la concurrence comme outil d'intervention de

la puissance publique. Il rappelle que la concurrence est citée dans la littérature socialiste et communiste comme un outil à la disposition du pouvoir public.

François Hollande rappelle que notre projet se doit de hiérarchiser les priorités. Il note qu'on a souvent tendance à théoriser, à être dans l'abstraction. Au contraire, il va nous falloir être concret et répondre à la question « qu'est-ce qu'on veut changer ? ». Il suggère de regarder la manière dont Tony Blair fait de la politique, en étant toujours très concret. C'est le seul moyen de regagner notre électorat. Il indique que si la droite peut vivre de l'abstention, ce n'est absolument pas le cas de la gauche.